

POSTFACE par Dominique Hocquard

En relisant cet article publié en 1996 dans la revue « *Vie Sociale* », je pense qu'aujourd'hui je ne l'écrirais pas exactement de la même manière. Je l'ai en effet écrit dans un état d'esprit qui correspondait certes à une période compliquée du point de vue des débouchés professionnels, mais somme toute encore assez ouverte en termes de perspectives éducatives et économiques. En tout cas, avec les notions de *projet* et *d'éducation à l'orientation (EAO)*, on avait, me semblait-il, quelques bonnes raisons de rester optimiste. Si la question de l'emploi était centrale, les conséquences sociales et environnementales du productivisme et du Progrès n'étaient pas la « cible » privilégiée des critiques. Le travail, la production et la recherche de la croissance optimale constituaient les allant de soi des discours progressistes et libéraux et, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les communautés politiques, intellectuelles et industrielles partageaient avec les acteurs économiques la même ambition de modernisation et de développement industriel de la France. De ce point de vue, les *Trente Glorieuses* avaient donné le ton et cheminaient encore plus ou moins dans nos représentations. Les individus absorbés par « Les choses » (Pérec, 1965), en marche vers une civilisation des loisirs et de la consommation, avaient le sentiment que l'avenir était devant eux, à conquérir. Le modèle d'une société industrielle et technologique bien ancré dans la représentation collective était un horizon de sens pour beaucoup de gens. Toutes les forces politiques adhéraient au productivisme et, avec lui, à l'illusion d'un progrès social continu même si de profondes divergences sur la question de la redistribution notamment alimentaient la conflictualité sociale.

Dans ce contexte et dans celui qui a suivi, c'est effectivement la répartition des fruits de la richesse qui était au cœur des revendications et on se questionnait peu sur le moteur de la croissance et le sens du progrès. La série des impacts sociaux et environnementaux liée au modèle économique en vigueur ne faisait pas partie, ou seulement à bas bruit, de la réflexion critique d'alors. Or, cette vision « modernisatrice » de l'époque, encore très présente aujourd'hui dans les cercles initiés et les élites mondialisées, est de plus en plus vivement décriée. Les conséquences des choix technico-économiques, les modes de production et de consommation érigés en modèle de vertu depuis des décennies se révèlent aujourd'hui lourds de conséquences : aggravation des inégalités, précarisation, augmentation de la pauvreté...

Du miracle au mirage du projet

En 1996, lorsque je rédigeais mon article, nous n'en étions pas encore là. La notion de *projet personnel de l'élève* connaissait un fort engouement auprès des conseillères et conseillers d'orientation de l'époque. La *démarche éducative en orientation* entrait dans les textes officiels. Nous disposions d'outils qui nous semblaient être à même de renouveler les vieilles conceptions diagnostiques de l'orientation. Avec la notion de projet notamment, nous allions pouvoir combattre les déterminismes qui plombent les destins. Nous avions entre les mains de quoi enrayer la mécanique de la gestion des flux. Les travaux de Naville sur l'orientation étaient de ce point de vue fort précieux, en ceci qu'ils critiquaient la notion déterministe d'aptitude de Piéron et mettaient l'accent sur l'éducabilité et les capacités d'adaptation et de transformation des individus. Plus encore, les fondements anthropologiques et philosophiques de la démarche (Boutinet, Sartre) permettaient de penser que l'orientation pouvait enfin s'inscrire dans une démarche signifiante d'ouverture et de progrès individuel et social.

Cette même année, lors d'un colloque sur l'approche éducative en orientation, Dominique De Calan, délégué général adjoint de l'union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM), avait parfaitement compris l'intérêt qu'il avait à promouvoir la démarche et ne se privait pas d'afficher publiquement les bienfaits d'une méthode capable d'aider les élèves à faire les « bons » choix. Ce qui, à nos yeux, la rendait évidemment suspecte ! À la vérité, personne n'était complètement dupe de la réalité des visées émancipatrices et humanistes associées à la notion de *projet* et nombre de collègues avaient très vite repéré les dérives instrumentales possibles d'une démarche éducative initiée par l'entreprise. À l'évidence, nous allions très vite nous rendre compte que l'EAO pouvait être utilisée à des fins peu compatibles avec les perspectives égalitaristes et émancipatrices proclamées par ailleurs. En réalité, tout dans le vocabulaire utilisé servait à légitimer une politique publique n'hésitant pas à affirmer le contraire de ce qu'elle produisait ! Nous étions embarqués dans ce paradoxe. Et de ce point de vue les analyses peu (ou pas) connues de Naville auraient cependant pu servir d'avertissement aux psychologues de l'orientation que nous étions. Nous nous emparions des notions de *projet*, de *démarche éducative en orientation* et des techniques d'animations associées

sans forcément, comme Naville l'avait fait avec la notion d'*aptitude*, les soumettre à la critique. Ce faisant, il était difficile d'identifier leurs postulats et les pratiques sociales qu'elles autorisaient.

À la lumière d'un matérialisme de l'action cher à Naville, nous aurions cependant très vite compris que les notions de *choix autonome de l'élève, d'élève acteur de son orientation...* formaient une nouvelle mythologie savamment et politiquement construite comme hier la notion d'*aptitude* utilisée pour justifier une orientation pensée du point de vue de la justice et de l'égalité. Sans doute n'avons-nous pas trop su prolonger le travail de mise à nu des mythes modernes mené par des sociologues, des philosophes, des intellectuels, ni sortir vraiment du cadrage discursif qui définissait les pratiques d'orientation. Il se trouve qu'au-delà des crises, on était parvenu en France à trouver un relatif équilibre entre les intérêts du marché, la productivité, la concurrence et un certain nombre de garanties et de protections individuelles et collectives. Alors, à quoi bon sortir de ce cadre quand le pilier « productif » du contrat social jouit dans l'opinion publique d'une réception certes discutée et discutable mais globalement acceptée ? L'avenir pouvait apparaître comme un horizon relativement assuré et la mobilité sociale était encore envisageable. Du moins le croyait-on. On venait tout juste de sortir d'une période (les années 70 et 80) où les couches populaires avaient objectivement eu la possibilité d'améliorer leurs conditions de vie : le travail, l'emploi, les enfants, les études, la maison, le confort, l'acquisition d'un certain nombre de technologies et d'objets en vogue, les vacances, et bien sûr, les voitures. Certes, cela commençait à se gâter, mais peut-être par excès de naïveté ou d'optimisme, on voulait encore y croire.

(S')orienter dans un monde et un temps de crises et d'incertitudes

La mondialisation de l'économie, le nombre de travailleurs pauvres, le chômage de masse, le décrochage scolaire, l'aggravation des inégalités liées à l'origine sociale ont fini par avoir raison de notre optimisme ; le dogme libéral a volé en éclats. Le cercle vertueux de la croissance (le compromis fordiste) s'est effondré et, avec lui, le sentiment de relative prospérité économique qu'on pouvait encore ressentir dans les années 80 et 90. Dans un contexte social très tendu, de plus en plus de voix s'élèvent pour sortir de ce fameux « cercle de la raison » cher à Alain Minc, qui n'arrive plus à masquer les dégâts humains et environnementaux générés par des injonctions permanentes à la compétitivité et à la concurrence. Si j'avais à réécrire cet article à propos de Pierre Naville, c'est évidemment à partir de ce contexte nouveau que je l'écrirais. Et il est probable que le ton utilisé serait différent. En tout cas, m'appuyant sur ses analyses sociologiques au sujet de l'orientation, je mettrais en avant cette conviction que je n'avais pas en 1996 ou pas de la même manière: il y a aujourd'hui urgence, et spécialement dans le champ de l'orientation initiale, à inventer collectivement ce que peuvent être une vie et une société « écologique », libérées du modèle productiviste ambiant et respectueuses des autres et de l'environnement.

Les vrais enjeux de la société ne sont plus du côté d'une illusoire progression vers toujours plus de rendement et de croissance, mais dans notre capacité collective à repenser nos manières de vivre, de consommer et d'exercer nos métiers. C'est cette perspective qui est à repenser dès l'école avec l'éducation et l'orientation. Et pourtant, je reste frappé en regardant les publicités concernant les métiers, les études, les diplômes... le classement des grandes écoles, de retrouver de façon aussi prégnante la vision « productiviste » du monde forgée par les technocrates d'après-guerre. On nous dépeint encore largement une société française en marche vers une civilisation de la productivité, des innovations technologiques et de la croissance. Contre cet « enthousiasme » technocratique, des lycéens, des collégiens se mobilisent pour conjurer l'angoisse d'être la première génération qui va vivre moins bien que ses parents. Que va devenir mon job ? Est-ce que j'aurai ma place dans le monde qui vient ? Est-ce que la révolution numérique en cours permettra à mes enfants d'avoir une place dans la société et de réaliser leurs rêves ? La peur du déclassement, le constat que le travail ne paye plus affectent considérablement la confiance en l'avenir de beaucoup de jeunes. Le triptyque « croissance, productivité, innovation », à partir duquel est toujours délivré le message de réussite des individus, est de plus en plus perçu comme un marché de dupes d'autant plus exacerbé que s'ajoutent à ce triptyque ces trois fléaux : inégalités aggravées, autoritarisme renforcé et environnement dégradé. Le récit sur la qualité de la vie et la perspective d'un monde plus juste adossé au productivisme n'est plus crédible.

Quelle est cette politique qui ravage le vivant ?

Alors, dans un monde où les riches sont toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres, où les grandes entreprises sont parfois plus puissantes que les États, on peut se demander à qui sert l'orientation, et à quoi ? Et

surtout, qui définit les tâches utiles et soi-disant indispensables à la société ? On devine les réponses. Mais alors que penser de la volonté politique de maintenir l'orientation dans les attendus d'une économie de commande au service d'intérêts privés ? Disons-le tout net, que les régions à qui le gouvernement vient d'attribuer la charge de l'orientation et de l'information sur les métiers proposent d'optimiser l'orientation en la soumettant exclusivement à la commande économique, c'est lamentable ; c'est lamentable parce que dans cette décision politique, au-delà des dégâts concernant les CIO et l'avenir du service public d'orientation, c'est la persistance d'une vision archaïque et dangereuse du monde qui continue à être entretenue et à servir de repère dans la représentation juvénile. Quand cessera-t-on de croire que l'éducation et l'orientation consistent uniquement à fournir aux entreprises la main d'œuvre dont elles ont besoin pour se développer dans un contexte de concurrence et de rentabilité maximale ?

Nous voici en 2019. Le corps social est à vif. Quand comprendra-t-on dans ce contexte que l'orientation se renie à vouloir se définir dans les termes exclusifs d'une prestation de service obéissant aux normes et aux standards de qualité arbitrairement exigés par un système de répartition des individus profondément inégalitaire ? Au nom d'une notion aussi vague et incompréhensible que celle d'employabilité, peut-on accepter sans réserve le principe d'un marché des compétences individuelles sur lequel doit se vendre l'individu-roi mis en demeure d'assurer sa propre promotion ? Certes, on reconnaîtra au passage que certains réussissent à s'adapter à cette nouvelle donne, qu'ils consultent des coaches, qu'ils ont une envie légitime de maximiser ainsi leurs chances, de faire preuve d'esprit d'entreprise, d'être les meilleurs et de rentrer dans le jeu de la concurrence et du classement. Le discours libéral s'appuie parfaitement là-dessus et présente ces « gagnants » comme autant de modèles de réussite à prendre en exemple. Mais, du coup, les autres, que deviennent-ils pour que les premiers s'en sortent ? Au fond, quelle est cette politique distillée à l'école et dans le monde de l'orientation qui laisse 1 jeune sur 5 au chômage, qui multiplie les travailleurs pauvres et précaires et qui ravage le vivant ?

À l'heure de l'urgence climatique, de l'urgence sociale liée à des modes de consommation et de production aux effets ravageurs, la question de l'orientation doit être reconsidérée. Il faut raisonner autrement. Il serait pour le moins paradoxal de continuer à la définir à partir d'une vision économique et productiviste vieille de près d'un siècle oubliant les critiques et les controverses qui ont très tôt marqué son évolution depuis ses origines institutionnelles en 1922 (cf. « le mouvement du refus de parvenir » d'Albert Thierry, mais aussi les positions de Roger Gal, Pierre Naville, Henri Wallon...). Paradoxalement, la crise est une chance, celle d'indiquer une autre voie, d'autres manières de vivre, et par conséquent d'aider les jeunes à concevoir d'autres alternatives à ce qui leur est présenté. À l'heure où le Pouvoir a le réel contre lui, il est temps de faire la critique radicale d'un modèle de vie adossé à une vision « industrielle » du monde et qui pendant des décennies a été présenté comme la condition de la réussite sociale. Ce modèle, dont *Parcoursup* est le répondant éducatif avec son principe « d'optimisation des choix », mérite d'être reconsidéré pour ce à quoi il contribue en fait. Cette volonté de contribuer à briser la machine à produire la pauvreté, l'exclusion, l'inégalité, à tout le moins de l'enrayer, a toujours habité la conscience (malheureuse) des acteurs de l'orientation. Dans l'histoire de l'orientation, moyennant une actualisation de leurs théories, Pierre Naville mais aussi Gustave Monod, René Zazzo, Henri Wallon, Roger Gal ont tracé les perspectives d'un autre chemin, d'un autre modèle de l'orientation et de la psychologie. Ils restent des références précieuses pour rejeter le fatalisme et reprendre espoir même si les repères socio-économiques de leurs réflexions ont changé.

Un manifeste d'aujourd'hui pour la psychologie et l'orientation

Avec eux, et remis au goût du jour, pourquoi n'envisagerions nous pas l'écriture d'un **manifeste pour la psychologie et l'orientation** qui prenne ses distances avec l'économisme ambiant ? Un manifeste qui rompe avec les représentations en circulation et qui ne se contente plus de déplorer la déshumanisation du monde contemporain, l'injustice, mais qui intègre dans son programme l'idée d'un autre monde à construire ensemble avec et pour les jeunes. Ce sont ces questions, entre autres, qu'on pourrait alors y faire figurer :

Comment préparer les individus et les collectifs à développer des attitudes citoyennes dans le contexte de crises mondiales qui caractérisent l'ère anthropocène dans laquelle nous sommes ? Comment aider les jeunes à inventer de nouvelles formes de vie et d'engagement et à faire des pas de côté par rapport au modèle dominant ? Comment les prévenir du risque qu'ils courent lorsque, surdiplômés d'une école de commerce ou d'ingénieurs, ils vont exercer des activités parfois contraires à leurs valeurs et à l'intérêt général ? Comment les mettre en garde contre une forme de socialisation libérale qui individualise, qui forme à la concurrence, qui dresse les individus les

uns contre les autres dans des rapports de compétition élitiste , dans des classements arbitraires ? Comment les sensibiliser à une socialisation préparatoire au vivre ensemble , fondée sur les principes de coopération , de solidarité pratiqués à travers des relations collectives plus égalitaires ?

Dans une époque gestionnaire où l'individu hyper-individualisé est érigé en valeur suprême, au moment où un marché de l'épanouissement personnel se structure pour aider les jeunes à « bien » se placer sur le marché du travail, ces questions ont une importance cruciale. En tout cas, on mesure la signification politique de la psychologie dans sa capacité à restaurer ou à soutenir des identités, à développer des liens ou encore à favoriser l'exercice de la citoyenneté. J'ai conscience que le défi est immense. Insister sur les moyens de reformuler de fond en comble des discours enfermés dans une vision technicienne du monde, faire vivre dans ses interventions un récit alternatif à celui de la « modernisation », qui implique, comme on vient de le voir, la mise en danger de l'intégrité de la planète, l'aggravation des inégalités et de la pauvreté, c'est admettre que l'orientation n'est pas qu'une simple affaire de techniques ou de dispositifs censés produire de la motivation, de l'ambition ou du développement personnel, elle est une construction éminemment politique et réflexive visant à aider les personnes à s'engager à travers leurs activités sociales et professionnelles dans des logiques respectueuses des autres et de l'environnement.

Quels rôles les psychologues jouent-ils ? Que fabriquent-ils ?

De fait, ils occupent une certaine place dans le dispositif stratégique global qu'on appelle « l'orientation tout au long de la vie ». Dans ce cadre, quelles stratégies éducatives est-il possible de revendiquer, et de mettre en œuvre, et avec qui ? Quelles actions promouvoir ? Quelles réflexions susciter pour mieux maîtriser les effets de leurs actions ?

Les réponses ne sont pas simples. De fait, comme praticiens, ils sont impliqués dans le fonctionnement d'un système foncièrement injuste et qui laisse de côté un nombre toujours plus important de personnes. Par-delà leurs résistances, ils participent d'un système qu'ils dénoncent eux-mêmes. Il ne s'agit pas de les culpabiliser. Une des questions à se poser est de savoir comment et dans quelle mesure, par nos pratiques professionnelles quotidiennes, à partir de la place qui est la nôtre, nous contribuons à institutionnaliser des logiques, et lesquelles ? Essayer de comprendre ce que je fabrique, à quoi je résiste, à quoi je consens, bref, analyser mes implications est peut-être encore la moins mauvaise des façons de faire mon travail en toute connaissance de cause.

Sous la forme d'une *success story*, les psychologues de l'éducation nationale du second degré gardent le souvenir d'une victoire gagnée en 1991 : l'obtention, après des années de lutte, du titre et du statut de psychologue. Plus récemment, la création du corps de psychologues de l'Éducation nationale en 2017, regroupant les anciennes et anciens conseillères et conseillers d'orientation psychologues et les psychologues scolaires, a lui aussi été salué comme une avancée positive. J'aurais tendance à penser que ces bons souvenirs risquent de hanter encore longtemps la profession comme autant de victoires au goût amer si le glissement de leurs actes du côté de l'évaluation, du soin, de la prévention, toutes choses qui empruntent au répertoire médical sa consistance et ses méthodes, ne font pas l'objet du même type de réflexion critique que celui qu'avait initiée naguère Pierre Naville dans *Théorie de l'orientation professionnelle* (1945).

Car il se pourrait bien qu'en l'état, les pratiques renouent de manière décomplexée avec le diagnostic et le traitement médico-psychologique des troubles, de l'angoisse, de la souffrance, de l'échec (médicalisation de l'échec).

Ce serait, pour l'orientation une gigantesque régression. ■